

Les subsides

Nous sommes aussi, en tant que députés et représentants de nos circonscriptions, les défenseurs non seulement des arts et de la culture mais aussi de la santé, du progrès de l'agriculture, des finances, du développement régional. Nous avons aussi ce mandat. Et nous pourrions faire aussi des plaidoyers extraordinaires sur chacun de ces sujets. Nous pourrions faire cela et nous serions en droit de le faire. Nous sommes tous ici Québécois et Canadiens, les défenseurs des arts et de la culture et tous ont signalé, bien sûr, la difficulté qu'on avait à promouvoir notre identité et notre culture. Et en tant que Québécois, c'est difficile, et ce l'est d'autant plus pour notre communauté anglophones qui fait face à 220 millions d'Américains et de culture anglaise. Nous le comprenons. Nous savons aussi que nos gouvernements ont mis l'accent et consacré des sommes d'argent considérables pour tenter d'alimenter cette résistance collective et d'affirmer notre identité canadienne et notre identité québécoise.

Je pense aussi que, comme n'importe quel député régional, et je suis un député d'une petite région éloignée, je pourrais crier aussi, me faire le grand critique de choses qui ne fonctionnent pas en matière de développement de la culture, de développement régional, de développement de la santé... Parce que si on prend simplement les grandes agences gouvernementales, si je prends Radio-Canada, par exemple, dans ma région on n'a pas les moyens... malgré un budget de 800 millions de dollars, de couvrir adéquatement en matière d'information ma région. On ne subventionne qu'à la pièce... un demi-reporter, une demi-équipe qui fonctionne à la pièce au gré de quelques événements. Et pourtant depuis des années on réclame une petite portion de ces 800 millions de dollars de la Société Radio-Canada. Nous ne l'avons pas encore.

Souvent les efforts que notre gouvernement demande en matière de communication, d'art, de culture, de rationalisation, c'est une invitation à mieux utiliser les ressources qui sont mises à la disposition de ces grandes agences. C'est une invitation pressante parce que, en tant que députés et représentants d'une petite région, d'une très vaste région mais d'une petite communauté de 75,000 personnes, nous n'avons pas eu, nous non plus, en matière de communication, d'art et de culture ce qui nous revient. Et nous serions, sans doute, les premiers parmi la députation québécoise et de nombreux autres députés au Canada à critiquer et à réclamer davantage. Nous aussi, nous sommes en faveur des arts et de la culture. Les besoins sont insatiables, en particulier chez nous. Les ressources sont malheureusement extrêmement limitées. Et c'est un exercice de rationalisation que notre gouvernement a convié non seulement l'ensemble des ministères, que ce soit celui de la santé et tous les autres ministères, celui du Développement régional en particulier; c'est à un exercice de rationalisation à la fois des effectifs et à une meilleure utilisation des ressources qu'on nous a conviés.

Mais nous sommes, nous aussi, intéressés au développement de la culture, à sauvegarder et à affirmer notre identité. On l'est. Malheureusement, nous faisons face à des nécessités, la nécessité première de réorganiser nos finances publiques. Nous sommes en face, comme le disaient plusieurs collègues, d'un déficit astronomique qui va faire en sorte que tantôt, si on laissait les choses aller, on ne serait plus capable ni de parler d'art, ni de culture, ni de communication, ni d'agriculture, ni

de santé. On serait incapable de faire face à ces responsabilités.

J'estime que s'il faut prendre en considération cette motion de l'opposition, si on la prend comme la réaffirmation de l'importance de l'industrie des arts et de la culture, je suis d'accord avec cette chère collègue de Broadview-Greenwood, je suis aussi avec tous les autres intervenants dans ce débat qui ont fait l'éloge de la nécessité de promouvoir les arts et la culture dans nos milieux, au Québec et au Canada, mais de là à blâmer le gouvernement de ne pas appuyer la collectivité artistique canadienne, je pense que là on va un peu loin et un peu vite. On nous cite, bien sûr, certains chiffres que les travailleurs de cette industrie, que l'on pense aux écrivains qui, semble-t-il, ne gagnent que \$7,000 en moyenne, et les poètes bien sûr beaucoup moins, certains chansonniers encore moins peut-être ou un peu plus, nous pourrions prendre aussi d'autres catégories de travailleurs, qu'ils soient ferblantiers ou autres, établir de grandes statistiques et arriver à des résultats souvent aussi désolants. Je pense que la difficulté à laquelle nous faisons face en matière de création d'emplois s'applique à l'ensemble de la communauté canadienne, à l'ensemble des travailleurs et des travailleuses du Canada et pas spécifiquement à ceux du domaine des arts et de la culture. Encore là, quand on parle d'art et de culture, je pense qu'on fait face à des individus d'une créativité et d'un potentiel extraordinaires qui résistent habituellement, les vrais artistes, les vrais communicateurs, à une aide gouvernementale excessive. On nous parle toujours de garder sa liberté, son expression, son initiative, son leadership, sa créativité. Je pense, comme l'ont indiqué plusieurs de mes collègues, que cette réduction qu'on applique, qui est très infime, peut être l'une de celles de ces réductions qui va frapper le moins parmi l'ensemble des ministères impliqués dans cet effort de rationalisation. J'estime que cet effort de rationalisation doit également s'appliquer au monde des communications et de la culture. Évidemment, ça ne veut pas dire que nous sommes contre, que nous sommes anti arts et culture, au contraire, je pense qu'au cours de l'année qui vient on va demander à la population canadienne un effort de rationalisation sans précédent au meilleur des intérêts de l'art et de la culture, au meilleur des intérêts des autres secteurs d'activité économique du Canada, et j'estime que nous devrions considérer cette motion, monsieur le Président, non pas tellement comme une motion de blâme, mais tout simplement comme un effort de sensibilisation des partis de l'opposition aux arts et à la culture, et ceci, je le partage avec eux. Nous croyons, nous aussi, à la promotion de ce secteur. D'aucuns ont insisté sur la nécessité de se battre, de se battre comme Canadiens, comme Québécois, comme Québécoise, pour conserver notre identité. Je pense que c'est un combat de tous les instants. Je pense aussi que ce n'est pas un combat que seuls l'argent et les subventions automatiques ou statutaires vont régler. Je pense que c'est une responsabilité qui nous appartient comme individus, comme collectivité. Et faut-il mesurer l'intérêt que l'on porte à une question aux sommes d'argent qu'on y met ou aux subventions débridées qu'on peut y apporter? Je ne crois pas, et c'est ce qui fait d'ailleurs notre créativité, notre force au Québec comme dans le reste du Canada, cette nécessité de résister à l'envahissement et surtout de tenter de promouvoir ce qu'il y a de meilleur en nous, ce qui